



L'attractivité de la France selon les responsables des sociétés étrangères installées en France

Principaux enseignements du sondage réalisé par Ipsos pour la 15^{ème} édition des Etats de la France - Novembre 2020

La crise systémique qui a mis la planète sens dessus dessous aura eu un impact négatif sur l'activité et les investissements des groupes étrangers implantés en France. Cependant, l'Hexagone reste à leurs yeux un territoire attractif, grâce à une gestion de la crise jugée plutôt favorablement et sans doute aussi, aux réformes engagées au cours des dernières années et saluées dans le cadre de ce baromètre.

Tels sont les principaux enseignements du sondage qu'Ipsos a réalisé à l'occasion de la quinzième édition des Etats de la France, auprès de 200 responsables de sociétés étrangères de plus de 250 salariés implantées en France, entre le 24 septembre et le 9 novembre 2020.

La crise impacte l'activité des filiales françaises et l'attractivité de la France à court terme

La crise sanitaire et économique aura eu un impact négatif sur l'activité d'une large majorité de filiales françaises de grands groupes étrangers. Tel est le constat réalisé par 73% des dirigeants interrogés, 38% jugeant cet impact « *plutôt limité* » et 35% « *très important* ». A l'inverse, pour une minorité (23%), la situation actuelle aura eu des conséquences positives pour l'activité de son établissement.

La France n'est évidemment pas la seule à avoir rencontré de telles difficultés. Ainsi, **un responsable d'entreprise sur deux (51%) considère que les autres filiales de son groupe ont vécu des situations comparables à celle de sa filiale française**, les autres dirigeants se partageant entre ceux qui estiment que les filiales non-françaises ont mieux résisté (29%) et ceux qui, au contraire, pensent qu'elles ont fait moins bien que celles de l'Hexagone (20%). **Cette comparaison globale masque néanmoins de fortes disparités géographiques. Ainsi, pour une large majorité de répondants (62%), les filiales allemandes ont été moins impactées que les françaises** (seulement 8% déclarent qu'elles l'ont été plus), tout comme les établissements implantés en Suisse (pour 37% ils ont mieux résisté, contre 6% qui font le constat inverse) ou en Suède (38% contre 6%). **A l'inverse, les filiales françaises ont mieux tenu que ses voisines britanniques** (44% le pensent, contre seulement 11% qui sont de l'avis contraire), **espagnoles** (41% contre 10%) ou **encore italiennes** (37% contre 18%).

La crise a eu par ailleurs des conséquences à court terme sur les investissements prévus en France. Si presque deux tiers des dirigeants (64%) font état de projets maintenus (même si souvent reconsidérés dans leur paramétrage), environ un tiers (34%) prévoit de les différer. **A noter néanmoins que seulement 1% des responsables d'entreprises déclarent que les investissements prévus initialement seront définitivement annulés.**

Enfin, sur la question de **l'impact de cette crise mondiale sur l'attractivité de la France, le bilan est somme toute mitigé** : 53% des dirigeants estiment qu'il sera négatif, l'autre moitié se partageant entre ceux qui pensent qu'il sera positif (29%) et ceux pour qui elle n'aura pas vraiment d'impact (18%).

Mais malgré la crise, la France demeure attractive pour une large majorité de dirigeants

Indépendamment des performances économiques – mondialement décevantes-, **les maisons-mères des groupes interrogés dressent un bilan plutôt positif de la gestion, par la France, de cette crise inédite.** Tel est l'avis de 46% des répondants, contre seulement 23% qui se montrent critiques sur ce point, 31% estimant que cette gestion n'a été ni positive ni négative. A titre de comparaison, les avis sont plus partagés au sujet de la gestion de la crise par l'Union européenne, 51% des dirigeants la jugeant positive contre 43% qui émettent à l'inverse un avis critique.

Au-delà des réformes mises en place par le gouvernement au cours des dernières années (et saluées par les dirigeants lors des éditions précédentes de ce baromètre), cette gestion plutôt satisfaisante de la crise explique sans doute que, malgré le contexte, **plus de trois dirigeants sur quatre (77%) considèrent que la France demeure un pays attractif.** Comparée à ses principaux concurrents européens, elle est perçue comme étant nettement plus attractive que l'Espagne (66%, contre 7% qui sont de l'avis contraire), l'Italie (60% contre 11%) et le Royaume-Uni post-Brexit (60% contre 11%) mais demeure en retrait par rapport à la Suisse (22% contre 37%), les Pays-Bas (10% contre 38%) et, surtout, l'Allemagne (6% contre 58%).

Quant aux prochaines années, **une majorité de dirigeants (54%) pense que sa maison-mère va investir davantage en France dans les années à venir** (contre 46% qui sont de l'avis contraire). **Certes, là encore, les effets de la crise se font sentir, ce score diminuant de 27 points par rapport au record mesuré l'an dernier. Il n'empêche que, malgré la baisse enregistrée, cet indicateur se situe toujours à un niveau largement supérieur à ceux mesurés sous le quinquennat précédent (23% à 38%).**

L'excellence technologique, l'atout majeur de la France ; les coûts, son talon d'Achille

Interrogés sur les critères décisifs dans le choix du pays pour les futurs investissements internationaux, les responsables des filiales françaises de groupes étrangers placent en tête « **les coûts** » (83%), suivis de « **l'excellence technologique** » (71%) et de « **la capacité à retrouver rapidement une croissance économique** » (70%). Jugés plus souvent comme des critères importants sans pour autant être décisifs, apparaissent ensuite la « **sécurité d'approvisionnement** » (décisive dans le choix du pays pour 43% des répondants), le « **respect de l'environnement** » (35%) et enfin la « **souveraineté sanitaire** » (33%).

Sur ces critères décisifs à l'heure de choisir un territoire pour investir, la France est jugée désavantagée par rapport à ses concurrents européens en matière de « **capacité à retrouver rapidement une croissance économique** » par 52% des dirigeants (contre 6% qui sont de l'avis contraire). D'ailleurs, une large majorité de répondants (80%) considère qu'elle aura besoin de 2 ans ou plus pour retrouver les chemins de la croissance. Mais **ce sont surtout les coûts qui apparaissent comme le principal handicap de la France**, 82% des responsables de filiales estimant qu'il s'agit d'un critère qui la désavantage (contre 1% qui pensent le contraire). **A l'inverse, la France est saluée par son excellence technologique**, un point fort par rapport à ses concurrents de l'avis de 61% des répondants.

Enfin, lorsqu'il est question des attentes prioritaires des maisons-mères pour renforcer l'attractivité de la France, on retrouve les trois mêmes priorités : devenir un leader dans le domaine des **technologies d'avenir** (63%), faire de **la fiscalité** une arme pour accélérer la reprise (61%), suivi du fait d'exceller dans sa politique de **relance** (51%), sans oublier **la poursuite de la transformation de la France** et notamment des projets de réformes dans le domaine des retraites et de l'assurance chômage (49%).